

D 774 NICARAGUA: FEU CROISÉ SUR LE RÉGIME

Les mois de janvier, février et mars 1982 ont été de tension extrême, tant au plan intérieur qu'au niveau international. L'année avait mal débuté sur la Côte atlantique du Nicaragua, dans la région frontalière près du Honduras (cf. DIAL D 761 et 772).

Campagnes de fausses nouvelles, menaces d'attentats, explosions de bombes, autant d'éléments donnant davantage de relief aux attaques répétées et vigoureuses du gouvernement nord-américain contre le Nicaragua.

Le point culminant de la tension a été la décrétation de l'état d'urgence, le 15 mars 1982.

On lira ci-dessous un résumé des événements pour la seule période du 10 février au 10 mars. L'analyse émane de l'Institut historique centro-américain de Managua.

Note DIAL

ANALYSE DE LA CONJONCTURE NICARAGUAYENNE
DU 10 FÉVRIER AU 10 MARS 1982

Pour cette période, la conjoncture nicaraguayenne s'est caractérisée principalement par deux séries de faits politiques, économiques, militaires, culturels et internationaux:

- 1- les pressions subies par la révolution nicaraguayenne et qui influent sur elle (pressions intérieures, extérieures et mixtes);
- 2- les ripostes de la révolution nicaraguayenne à ces pressions et agressions (tant sur le plan politique et économique qu'au niveau international)

1- Les pressions subies par la révolution nicaraguayennea) Pressions extérieures

Le 13 février, la presse nicaraguayenne a publié les déclarations du chroniqueur William Safire, du "New York Times" qui réclamait dans un éditorial le blocus militaire de Cuba et du Nicaragua; d'après lui, cela "représenterait une énorme charge pour le transport communiste des armes et rendrait nécessaire un pont aérien coûteux..."

Le lendemain, l'influent "Washington Post" commentait dans ses pages un plan d'actions militaires contre le Nicaragua, El Salvador et Cuba, en soulignant que la CIA avait offert un crédit de 19 millions de dollars pour la création d'une force d'opposition au gouvernement nicaraguayen.

Le 16 février, le président Reagan a profité d'une simple présentation protocolaire de lettres d'accréditation du nouvel ambassadeur nicaraguayen aux Etats-Unis pour procéder à une critique ouverte de la révolution nicaraguayenne. Le président a fait mention de "l'intervention constante du Nicaragua dans les affaires d'El Salvador" et de "l'alarmante augmentation de l'armée nicaraguayenne". Un tel comportement, inhabituel dans le cadre des activités diplomatiques et protocolaires, a été suivi du discours fait encore une fois par le président Reagan le 24 février devant l'OEA (Organisation des Etats américains). A cette occasion, tout en promettant de timides augmentations d'aide économique, il n'a pas hésité à évoquer le Traité interaméricain d'assistance réciproque qui peut, dans la pratique, devenir un moyen d'intervention militaire. A cette même occasion, il a répété ses attaques contre le Nicaragua qui, d'après lui, "sert de plateforme pour des opérations militaires". Il est important de rappeler que le gouvernement Reagan n'a jamais pu présenter de preuves à l'appui de cette fameuse aide nicaraguayenne à la guérilla salvadorienne, ni non plus au cours de la discussion publique récente entre le chancelier nicaraguayen Miguel d'Escoto et Mme Kirkpatrick.

Le 27 février, le Guatemala est officiellement entré dans la Communauté démocratique centro-américaine, une alliance qui s'est constituée au plan régional et qui rassemble le Costa-Rica, El Salvador et le Honduras. Certains observateurs font remarquer que cette communauté, au-delà du qualificatif de "démocratique", ne fait qu'unir divers régimes dictatoriaux (le Costa Rica excepté) sans inviter des pays comme le Panama, le Nicaragua, et le Belize; elle représente, de ce fait, un pion dans la politique internationale du gouvernement Reagan pour la région et elle peut servir de point de départ à une intervention directe au Nicaragua et en El Salvador.

Le 2 mars, la presse nicaraguayenne a publié un curieux article dans lequel Alexander Haig, secrétaire d'Etat, jouait un rôle important. Haig avait présenté publiquement une photo du massacre de 200 Miskitos de la Côte atlantique nicaraguayenne, publiée quelques jours auparavant en France par "Le Figaro" (1); et il reprochait en même temps à la presse nord-américaine de ne pas utiliser ce genre de document, alors qu'elle est toujours prête à publier des photos des massacres et des actes de cruauté pratiqués par le gouvernement salvadorien. Le lendemain, la presse française faisait savoir à l'opinion internationale que la photo présentée par "Le Figaro" datait de l'époque de Somoza et qu'elle montrait en réalité l'incinération de cadavres de Nicaraguayens assassinés par la garde nationale de Somoza. Devant une erreur aux proportions peu admissibles pour un département d'Etat, c'est un de ses porte-paroles, Dean Fisher, qui a dû subir publiquement la gêne tout en profitant de l'occasion pour renouveler ses attaques contre le Nicaragua.

Quelques jours plus tard, confirmation a été donnée des projets nord-américains d'investissement de 21 millions de dollars pour la construction d'aéroports militaires en Colombie et au Honduras pour "l'entraînement, le repli et l'assistance des forces nord-américaines de la région" (d'après Dean Fischer). En même temps, la presse nord-américaine précisait qu'à la fin de la semaine précédente le navire nord-américain "Portland" s'était rendu à l'île de San Andrés, dans les eaux territoriales nicaraguayennes, pour procéder à des mesures de tirant d'eau, ce qui a été interprété comme la phase préalable de construction d'une base militaire.

(1) Cf. DIAL D 761 (NdT).

b) Pressions intérieures

Le 18 février, la Conférence épiscopale nicaraguayenne (la hiérarchie catholique) a publié un communiqué sur le transfert des communautés indiennes de la Côte atlantique. A ce communiqué ont répliqué diverses organisations et personnalités religieuses, aussi bien nicaraguayennes qu'étrangères, qui s'étaient rendues ces jours-là dans la région et qui ont estimé que nombre des affirmations de la hiérarchie étaient sans fondement et traduisaient une méconnaissance des faits. La junte gouvernementale a, quelques jours plus tard, publié un communiqué pour justifier les décisions du gouvernement vis-à-vis de la Côte atlantique, et pour demander la venue d'une commission du Vatican pour discuter de l'avenir des relations entre le gouvernement et la hiérarchie catholique (2).

Le 19 février était dénoncé un grave complot contre-révolutionnaire qui avait pour objectif le sabotage de l'usine électrique de Chinandega, de plusieurs ponts, ainsi que des attentats contre des personnes. Dans le cadre de ce complot, dix-neuf personnes ont été arrêtées, dont certaines ont avoué publiquement leur participation.

Le lendemain, le 20, quelques heures avant l'atterrissage du président du Mexique au Nicaragua, une bombe a explosé à l'aéroport A.C. Sandino de Managua, tuant quatre travailleurs de l'endroit. Le but de cet acte criminel était de faire peur au président López Portillo pour qu'il ne vienne pas au Nicaragua. C'était aussi de créer un climat d'instabilité et de peur parmi la population, afin d'affaiblir la participation à la manifestation de masse prévue pour le jour suivant. Aucun de ces deux objectifs n'a été atteint par l'attentat.

c) Pressions mixtes (c'est-à-dire celles qui, venant de l'extérieur, n'en sont pas moins d'origine nicaraguayenne)

Jusque vers la mi-février, certaines organisations nord-américaines ont invité Stedman Fagoth (ancien dirigeant des Indiens Miskitos) à venir aux Etats-Unis pour faire des conférences de presse. Ses déclarations sur "les massacres de Miskitos au Nicaragua", alors qu'ils avaient été démentis un mois plus tôt par le gouvernement hondurien lui-même, sont venues s'ajouter aux voix, minoritaires mais puissantes, qui voudraient une intervention militaire contre le Nicaragua.

En complément de la campagne de diffamation de Fagoth, José Esteban González du Parti social-chrétien de Nicaragua a, le 18 février, participé à Rome à une réunion de l'Internationale sociale-chrétienne, au cours de laquelle il a répété les mêmes accusations sur "le massacre des Miskitos". Nous rappelons que José Esteban González se trouve depuis plus d'un an à l'étranger pour mener sa tâche de dénigrement de la révolution nicaraguayenne; dans le cadre du complot contre-révolutionnaire ourdi en janvier contre la cimenterie et la raffinerie, ses liens ont été prouvés avec les groupes d'anciens somozistes qui montaient ces opérations.

En ce qui concerne le complot de Chinandega mentionné au chapitre des pressions intérieures, il est prouvé que plusieurs des participants étaient en lien avec le camp des somozistes installé dans le département de Los Paraisos, au Honduras.

Le 22 février, une nouvelle incursion d'une bande contre-révolutionnaire en provenance du Honduras a été repoussée par les membres de l'armée sandiniste, lesquels ont tué trois des attaquants dans la zone de la rivière Suyatar.

(2) Cf. DIAL D 772 (NdT)

2- Les ripostes du Nicaragua à ces pressions et agressions

L'effort global de consolidation de l'unité nationale comme pierre de touche de l'étape actuelle, s'est concrétisé durant ce dernier mois. Nous qualifions d'expression de cette politique tous les faits ayant trait au renforcement de l'économie mixte, au pluralisme politique et, sur le plan international, au non-alignement.

Le 6 février a été signé le décret concernant le plan d'encouragement à l'exportation qui se soldera par un apport de 1 milliard de córdobas à de nombreux producteurs de l'agropastoral et de l'industrie. Ce plan a été très bien reçu par une bonne part des chefs d'entreprises nicaraguayens.

Le 14 février, ont été libérés sous caution trois chefs d'entreprises dirigeants du COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée). Ils étaient en prison depuis près de quatre mois pour atteinte à la loi d'urgence économique et sociale. Ce fait a été interprété comme un geste évident de bonne volonté du gouvernement à l'adresse du patronat.

Le 18 février, un nouveau document de travail sur les partis politiques a été présenté aux journaux du Nicaragua. Nous rappelons que, voici deux mois environ, les délégués du Front sandiniste de libération nationale avaient présenté un avant-projet de loi sur l'activité des partis politiques. Sur cette base, le Conseil d'Etat a chargé une commission spéciale d'en analyser les éléments, de discuter avec l'ensemble des forces politiques du pays et de présenter ses conclusions. Au terme de deux mois de travaux, la commission a donc présenté ce nouveau document de travail qui introduit des modifications considérables (à notre avis, dans une perspective de pluralisme accru) sur des points importants par rapport aux propositions du Front sandiniste de libération nationale. Il ne manque plus qu'une nouvelle discussion au niveau de l'organe collégial pour déboucher sur une législation définitive: la loi des partis.

Ce même 18 février, s'est ouverte à Managua la réunion de la COPPPAL (Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine). La COPPPAL est l'organisme le plus important du genre en Amérique latine. Aussi bien le fait de la réunion au Nicaragua que le contenu du document final sont la preuve d'une solidarité effective avec le processus en cours dans notre pays. Avec cette particularité que ce soutien est accordé au moment où se multiplient les pressions sur le Nicaragua. Un moment très important de la rencontre de la COPPPAL a été la présentation, par le Front sandiniste de libération nationale, d'un document en cinq points sur la paix dans la région centro-américaine. Ce document a coïncidé avec la proposition de paix faite par le président López Portillo, le 21 février, à Managua lors de la réception de la médaille de l'Ordre Augusto-César Sandino. López Portillo a demandé au gouvernement nord-américain de ne pas intervenir en Amérique centrale et de rechercher les voies du dialogue entre les pays impliqués dans la tension critique de la région. A ce jour, aucune réponse officielle n'a été donnée à cette proposition de la part du gouvernement des Etats-Unis.

La remise de la décoration à López Portillo s'est faite au cours d'une grande manifestation de masse sur la Place de la révolution. Plus de 80.000 personnes ont ratifié publiquement le document du Front sandiniste de libération nationale à la COPPPAL et renouvelé leur soutien total au gouvernement et au Front sandiniste de libération nationale. Dans le cadre des efforts de paix que déploie le Nicaragua au plan international, nous devons

signaler la mission envoyée aux Etats-Unis, auprès de l'OEA et de l'ONU, pour leur faire connaître la proposition de paix en cinq points du Nicaragua, quelques jours après sa présentation dans le pays.

Note finale

En dépit des pressions qui s'exercent sur la révolution nicaraguayenne, et des nombreux efforts qu'elle doit fournir pour riposter, la pratique de reconstruction continue dans le pays.

Au début février, il y a eu une campagne massive de vaccination anti-polio. Plus de 7.400 volontaires populaires de la santé ont tenu 399 ateliers de formation. Pour la seule ville de Managua, 88% des enfants ont été vaccinés.

Le 1er mars, les classes primaires et secondaires ont recommencé dans tout le pays. Actuellement, plus d'1 million de Nicaraguayens reçoivent un mode de formation, ce qui est le double de l'époque somoziste. Plus de 2.000 centres éducatifs ont été créés au cours des deux dernières années; les pré-scolaires sont passés de 9.000 (avant juillet 1979) à 35.000; les bibliothèques, de 51 à 220; l'analphabétisme est tombé de 50% à 11%; les adultes qui étudient sont passés de 10.000 à 200.000.

A la campagne, la cueillette du coton est déjà faite à 70% dans la zone occidentale. Dans la ville de Managua, fait sans précédent, un séminaire a été ouvert pour la formation des juges locaux. Au cours des dernières semaines, l'organisation syndicale la plus importante (CST) a fait des réunions de formation de cadres et de structures.

(15 mars 1982)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441